

<http://la-sociale.online/spip.php?article221>

Comment ce pouvoir arrive-t-il à tenir ?

- Actualité -

Date de mise en ligne : mercredi 22 janvier 2020

Copyright © La Sociale - Tous droits réservés

Que dira l'historien d'après-demain des péripéties que nous vivons ? Comme il est toujours plus facile d'expliquer a posteriori que de le faire le nez sur la vitre, nul doute qu'il démêlera dans cette lutte - qu'il faut bien appeler une vraie lutte de classes -, ce qui tenait à l'écume des choses et ce qui en était le ressort profond.

Mais nous ne pourrons pas lire l'historien de l'avenir, et il faut nous en tenir, engagés que nous sommes dans l'action, à ce que nous ressentons et à ce que nous essayons de comprendre à chaud. En enfonçant des portes grandement ouvertes...

En bref, la question centrale, doublement formulée, tient en ces quelques mots :

Pourquoi des mouvements aussi puissants que celui des Gilets jaunes et celui de l'actuelle protestation ne l'emportent-ils pas sur ce pouvoir ?

Comment ce pouvoir arrive-t-il à tenir, et peut-être à s'en sortir ?

Vous vous doutez bien que je n'ai pas la réponse, et que je m'en tiens à la question, au fil de nos manifestations dans les rues de Toulon, et au vu de ce que m'apportent les informations et les réseaux sociaux.

Le pouvoir, dont le mépris mal contenu à l'égard de « ceux qui ne sont rien » n'a d'égal que la violence policière et judiciaire exercée sur ces mêmes inexistants quand ils se rebiffent, a depuis deux ans et plus la même tactique, qui n'a rien d'une vraie stratégie : jouer sur le pourrissement du mouvement et dans le même temps proposer un exutoire de pseudo-démocratie, dont le Grand Débat a été la concrétisation bouffonne, prolongée maintenant par la soi-disant concertation avec les forces soi-disant réformistes...

Il paraît évident que cette tactique ne peut être efficace que si l'appareil d'État, et au premier chef son bras répressif l'applique sans états d'âme (ce qui jusqu'à présent a été le cas de la police), et si, d'autre part, elle rencontre un certain écho dans l'opinion. Ce qui est le cas de cette partie des électeurs de droite effrayés par les menaces sur « l'Ordre », et de cette mouvance low middle class, gentiment apolitique, toujours prête à thélétoner et à manifester ses bons sentiments, qui ne pouvait manquer de les apporter au Débat...

Pourtant, nous disent les sondages, une majorité de l'opinion a soutenu les grévistes et condamne la réforme des retraites - mais sans pour autant amener dans la rue la déferlante qu'annonçait l'oracle pythien J.-L.M...

Situation paradoxale qui voit des secteurs entiers de la middle class descendre théâtralement dans la rue pour leurs revendications catégorielles (je n'en croyais pas mes yeux en voyant le massif défilé des avocats à Toulon), et la réserve, pour ne pas dire le désintérêt d'une partie des couches dites populaires et porteuses de la fameuse « différence » ethnique, pas celles que les Gilets jaunes mobilisent, mais cette plèbe (le mot pour moi n'est pas péjoratif, au contraire) que les chaînes info en continu nous présentaient avec insistance se pressant sur les quais des rares RER. Une plèbe dont l'horizon immédiat est la survie dans une société qu'elle ne conteste pas (encore ?) dans l'action collective.

Situation paradoxale encore d'une jeunesse lycéenne et étudiante que l'on a vu manifester en masse pour le climat, mais qui, bien que profondément inquiète sur son avenir, n'a pas vraiment rejoint les cortèges anti-réforme des retraites.

Alors que le RN et ses probables alliés de droite voient un boulevard s'ouvrir devant eux, on peut bien sûr, et à juste titre, pointer l'absence d'un vrai prolongement politique au mouvement social, les gauches dites de gouvernement ayant définitivement fait sauter la distinction droite-gauche.

En fait, me semble-t-il, mais je prends peut-être mes désirs pour des réalités, avec les revendications défensives immédiates et au-delà de ce à quoi elles se tiennent, (c'est-à-dire mieux vivre dans la société actuelle, ou à tout le moins ne pas vivre plus mal), la question se pose confusément au plus grand nombre, et l'on comprend qu'elle puisse le faire hésiter avant de mettre le pied en avant : comment mettre à bas cette société où, comme l'écrit la philosophe italienne Preve, « il n'y a plus de place que pour l'unique autorité légitime, l'Autorité de la marchandise qui n'a ni race, ni langue, ni religion, ni philosophie ».

À cet égard, je demeure très reconnaissant à La Sociale d'avoir toujours pointé avec réalisme la vertu d'un républicanisme radical, dans le cadre national si vilipendé par nos Belles Âmes, première étape concrète et réaliste sur le chemin de l'émancipation.